



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 134

Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments

Présentation

Présenté par
M. Michel Pagé
Ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation

Éditeur officiel du Québec
1986

NOTE EXPLICATIVE

Ce projet vise à introduire, pour des motifs d'urgence, le pouvoir, pour le ministre, d'ordonner la cessation de l'exploitation de tout lieu utilisé à des fins d'activités industrielles ou commerciales concernant les produits alimentaires et constituant un danger immédiat pour la vie ou la santé des consommateurs.

Projet de loi 134

Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments (L.R.Q., chapitre P-29) est modifiée par l'insertion, après l'article 33.9 édicté par l'article 261 du chapitre (*indiquer ici le numéro de chapitre du projet de loi 92 de 1986*) des lois de 1986, du suivant:

«**33.10** Le ministre peut, pour une période d'au plus 15 jours, ordonner à l'exploitant d'un lieu visé à l'article 33 de cesser ou de restreindre dans la mesure qu'il détermine l'exploitation de ce lieu lorsqu'à son avis il en résulte un danger immédiat pour la vie ou la santé des consommateurs.

L'ordonnance doit contenir l'énoncé des motifs du ministre et référer à tout procès-verbal, rapport d'analyse ou d'étude ou autre rapport technique qu'il a considéré aux fins de l'ordonnance en avisant l'exploitant que, sur demande, il peut en obtenir copie.

Cette ordonnance prend effet à la date de sa signification à l'exploitant du lieu. ».

2. La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).